

Souvent, lorsque l'on pense à l'impact qu'on a sur l'environnement, on pense au gaspillage. Avez-vous déjà pensé à tout ce qui est impliqué dans un simple gobelet en carton ? **Mais l'impact de ce gobelet en tant que déchet est seulement une petite partie de l'impact global. Revenons en arrière une seconde et réfléchissons à comment ce gobelet est devenu ce qu'il est, et comment il est arrivé à l'endroit où nous l'avons eu.**

Retournons au tout début et réfléchissons aux arbres qui ont dû pousser pour fabriquer le carton, et faire ce gobelet en carton. Qu'en est-il des engrais, des produits agrochimiques et des autres produits chimiques impliqués, et après cela, des émissions de différents types de polluants comme les gaz à effet de serre, les eaux usées et les déchets solides ? Et tout cela arrive juste pour vous apporter ce gobelet en carton, un gobelet qui sera resté quelques minutes à peine dans votre main avant de retourner dans la poubelle ; hallucinant, n'est-ce pas ? **Voici le lien entre nos modes de consommation et notre impact sur l'environnement.** Imaginez si vous deviez penser à toutes ces choses : au cycle de vie de chaque produit que vous consommez, à chaque fois que vous l'utilisez. Mais ça prendrait énormément de temps, n'est-ce pas ? **Afin de promouvoir des pratiques respectueuses de l'environnement et de réduire si possible l'impact de la production et du gaspillage, les gouvernements ont créé de nouvelles mesures.**

Aujourd'hui, nous allons parler du cas du Chili. Le Chili est un long pays étiré d'Amérique du Sud, il améliore ses lois environnementales et met en place de nombreuses mesures pour rendre le pays plus durable. **La principale mesure est une plateforme pour les marchés publics. Les marchés publics sont de la responsabilité de la direction de l'approvisionnement et des contrats publics.** C'est un service décentralisé, qui dépend du Ministère d'État, et qui a commencé à fonctionner en 2003. **Son objectif est de créer de la valeur et d'assurer aux fournisseurs un accès à l'État. Ainsi, cela permet d'avoir des marchés publics plus productifs.** Les marchés publics représentent un gros commerce ; ils sont à peu près égaux à 3 % du PIB du Chili, et ils fonctionnent grâce à une plateforme en ligne accessible à tous. Ainsi, c'est très transparent.

La plupart des offres qui remportent les enchères appartiennent à des PME, qui à leur tour promeuvent l'esprit d'entreprise. **Ce service public a pour but de devenir un exemple pour toutes les entreprises du pays.** Et l'une des façons de faire cela, c'est en instaurant des critères de durabilité ; dans les trois piliers de durabilité : social, économique et environnemental. Pour ce faire, pour appliquer ces critères, la direction offre une formation à la fois aux enchérisseurs et aux fournisseurs pour qu'ils sachent comment exprimer et certifier ces critères.

Appliqués pour la première fois en 2007, en 2013, les critères de durabilité étaient déjà présents dans 43 % des offres. Pour donner quelques exemples : **la solution fournie ne doit pas endommager l'environnement ; les minorités doivent être incluses dans l'entreprise ; il doit y avoir une politique de durabilité dans l'entreprise ; des mesures d'efficacité énergétique et autres.** Il n'y a pas d'approche coordonnée ou d'approche label égalité au Chili, donc chaque ministère du gouvernement a la possibilité de choisir les critères qu'il va utiliser dans ses offres. Il y a en fait des instructions précises pour acheter des appareils électroniques et du papier, par exemple l'utilisation d'Energy Star ou d'un système national d'efficacité énergétique. Cependant, pour toutes les autres matières, chaque ministère est libre de choisir les certifications qu'il va accepter. Toutefois, les

fournisseurs doivent présenter une attestation ou un affidavit qui prouve qu'ils respectent les conditions.

Avec ces critères, la direction espère promouvoir la consommation ou la production durable, auprès des sites de consommation et de production. Bien que le gouvernement représente une grande part du marché, toutes les mesures publiques ne lui sont pas adressées, en fait, 2014 a vu naître une réforme fiscale à grande échelle dans le pays qui comprenait deux types de taxes écologiques : **la première, appliquée en 2015, est une taxe sur les véhicules diesel** ; cette taxe est directement liée aux émissions d'oxydes d'azote de toutes les nouvelles voitures, et on espère qu'elle sera un outil de promotion pour que le consommateur final prenne des décisions plus durables ; l'objectif global de cette mesure est d'améliorer la qualité de l'air urbain. **La deuxième taxe, qui doit être promulguée en 2017, est une taxe destinée aux moyennes et larges sources fixes qui utilisent des carburants non renouvelables.** La taxe dépendra des émissions annuelles de dioxyde de carbone, d'oxydes d'azote, d'oxydes de soufre et des matières particulaires, et son objectif est de protéger la santé de la population. Nous pouvons également voir cela comme une façon de donner à la production électrique des sources plus renouvelables. **Le Chili est un leader mondial de la taxe carbone. Récemment lors de la COP 21, notre présidente, Michelle Bachelet, a rejoint les autres leaders mondiaux pour promouvoir la taxe carbone dans le monde.**

Notre dernier exemple est celui du projet de loi pour le recyclage. L'idée derrière ce projet de loi est de promouvoir le recyclage ou la valorisation des déchets d'une façon ou d'une autre. **Et l'idée est de réduire la quantité de déchets qui se retrouve dans la décharge.** Elle introduit le concept de la responsabilité étendue du producteur, ce qui signifie que le producteur doit faire attention aux déchets produits une fois que le consommateur a utilisé son produit. C'est un exemple de l'application du concept du cycle de vie ; à l'autre bout du cycle de vie, au début lorsque vous concevez le produit, la loi introduit le concept d'éco-conception. **L'éco-conception est une manière de concevoir les produits pour réduire l'impact global sur l'environnement, donc on parle de toutes ces phases de la production du produit aux déchets, et toutes ces étapes ont un impact plus faible.** Qui va faire attention aux déchets ? Des prestataires de services spécialisés ! Et la loi promeut la formation de coopératives à partir de nos entreprises de recyclage actuelles. Mais pas seulement ! Le gouvernement les aide également à lancer des entreprises qui seront durables dans le temps, en les formant et en les aidant par d'autres moyens.

En résumé, la future loi va promouvoir l'usage des déchets comme une matière ; et ainsi réduire la quantité de déchets qui va à la décharge. Deuxièmement, elle définit un **modèle d'entreprise où le producteur sera responsable de la collecte et du traitement de ses déchets, et ce traitement sera réalisé par un prestataire de services spécialisé qui sera choisi dans un processus d'appel d'offres transparent.** Le ministre de l'Environnement espère que le projet de loi sera adopté d'ici fin 2015 ou début 2016, si c'est le cas, la loi sera probablement promulguée vers 2017 ou 2018. Ce sont juste quelques exemples de ce que le Chili fait pour passer à une économie plus durable. Et qu'est-ce que fait votre pays ? En fait, qu'est-ce que vous faites pour contribuer au développement durable ? À la vôtre.